

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud
2 rue Jean Richépin
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 03/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PATRICK TUBERT

52 route de Bages, lieu-dit "Mas Tubert"
66200 ELNE

Références : 2024-122-PUB

Code AIOT : 0006604788

Pièce jointe : Un projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans le centre de tri de déchets que la société PATRICK TUBERT exploite chemin de Charlemagne, lieu-dit "Els Mossellons", parcelles cadastrales AL0191 et AL0193, à Elne (66200). Cette inspection a été réalisée de manière inopinée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Ce contrôle inopiné a été programmé suite à un incendie, rapidement maîtrisé, qui s'est déclaré dans l'établissement le 24/08/2024. Un précédent incendie, lui aussi rapidement maîtrisé, avait eu lieu le 01/08/2024 dans ce même établissement. En raison de la période estivale et de l'épisode de sécheresse qui touche le département des Pyrénées-Orientales depuis plusieurs mois, propices aux départs d'incendies, l'inspection des installations classées a décidé de se rendre dans le centre de tri de déchets de la société PATRICK TUBERT, à l'issue du second incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Centre de tri de déchets non dangereux exploité par la société PATRICK TUBERT
- Transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et de déchets inertes
- Chemin de Charlemagne, lieu-dit "Els Mossellons", parcelles cadastrales AL0191 et AL0193, 66200 Elne
- Code AIOT : 0006604788
- Régime : Autorisation

La société PATRICK TUBERT représente aujourd'hui, dans le département des Pyrénées-Orientales, un acteur local majeur dans le domaine de la gestion des déchets des collectivités et des professionnels.

À l'origine, Patrick TUBERT, fondateur de la société PATRICK TUBERT était agriculteur. Insatisfait de la qualité des composts proposés sur le marché, il décide de créer son propre compost. En 1993, il crée l'entreprise PATRICK TUBERT, s'équipe de véhicules de transport et d'engins de chantier, et se lance dans la commercialisation du compost issue de sa formulation. Cette première installation est

implantée lieu-dit « Sacré Coeur » à Elne. Par la suite, la société PATRICK TUBERT y développera également une activité de valorisation de déchets de bois et une activité de transit de digestats liquides¹.

Devant le succès remporté par son compost, en 2013, la société PATRICK TUBERT diversifie ses activités et crée, toujours à Elne (lieu-dit « Els Mossellons »), chemin de Charlemagne, une déchèterie professionnelle composée d'un centre de tri, d'une installation de broyage de déchets et d'une installation de mise en balles. Cette déchèterie avait été initialement créée dans le but de réceptionner les déchets des professionnels (issus des chantiers du secteur du bâtiment et des travaux public et des déchets banals en mélange), puis de trier et broyer ces déchets en vue de les valoriser ou de les éliminer dans des filières adaptées. Le démarrage difficile de cette nouvelle installation a contraint la société PATRICK TUBERT à repenser ses installations afin de pouvoir y réceptionner les déchets de tout-venant des déchèteries destinées aux particuliers et gérées par des collectivités. Ces nouveaux déchets sont triés pour être valorisés et leur part non valorisable est dirigée vers l'unité d'incinération des ordures ménagères et des DASRIA² de Calce.

Par la suite, la société PATRICK TUBERT a développé deux nouvelles activités dans sa déchèterie :

- en 2019, avec la dépollution, le démontage et le découpage de bateaux (de plaisance ou de sport) hors d'usage ;
- en 2020, avec la collecte et le traitement de biodéchets, issus des entreprises de la zone Grand Saint-Charles, de la grande distribution ou de restaurateurs.

En novembre 2022, la société PATRICK TUBERT dépose un dossier de demande d'autorisation environnementale, essentiellement :

- pour mécaniser le tri des déchets – une des deux chaînes de tri projetées sera dédiée exclusivement à la séparation des déchets alors que la seconde sera spécifique à la fabrication de composés solides de récupération (CSR) ;
- pour augmenter sa capacité de traitement des biodéchets, qui sera portée de 9 t/j à 60 t/j.

Cette autorisation environnementale a été accordée à la société PATRICK TUBERT par arrêté préfectoral du 13/08/2024³, moyennant un ajournement de la décision de l'autorité préfectorale pour la régularisation et l'extension d'activités sur les parcelles cadastrales n° 51 et 52, section AL, de la commune d'Elne, jusqu'à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec l'exercice de ces activités.

La déchèterie de la société PATRICK TUBERT relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement synthétisée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et/ou capacité autorisée	Classement*
2783-1	Installation de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique La quantité de biodéchets déconditionnés étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j ;	Un déconditionneur de biodéchets triés à la source. La quantité maximale de biodéchets pouvant être déconditionnés n'excède pas : 60 t/j.	E

1 Les digestats sont des résidus issus du processus de méthanisation (digestion anaérobie) de matières organiques naturelles ou de produits résiduels organiques (PRO) ; l'autre produit étant le biogaz. C'est une matière (solide ou liquide pâteuse) qui représente entre 70 et 80 % de la masse introduite dans le digesteur et qui est composée d'éléments organiques non minéralisés et de minéraux.

2 Déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.

3 Arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2024 226-0002 du 13 août 2024 autorisant la société PATRICK TUBERT à poursuivre l'exploitation d'un centre de tri de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'Elne, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons ».

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et/ou capacité autorisée	Classement*
2791-1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p><u>1 ligne de préparation à la valorisation de déchets non dangereux :</u></p> <p>Broyeur fixe : 125 t/j.</p> <p><u>1 ligne de préparation de combustibles solides de Recyclage :</u></p> <p>Granulateur : 55 t/j.</p> <p>Capacité totale de traitement : 180 t/j.</p>	A
2710-2.a	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 :</p> <p>2. Collecte de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 300 m³</p>	<p>Flux apportés directement par les professionnels (flux en mélange et flux triés dans les box et en zone de pré-tri y compris flux déchets d'éléments d'ameublement).</p> <p>Volume maximal : 2 800 m³.</p>	E
2712-3.b	<p>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 :</p> <p>3. Dans le cas de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du Code de l'Environnement</p> <p>b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage</p>	<p>Activités de dépollution, démontage ou découpage de bateaux hors d'usage comportant zone d'entreposage d'une surface inférieure à 150 m².</p>	E
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>Déchets triés de papier/carton, plastique, bois, fractions ligneuses des déchets végétaux, pneus, apportés directement ou non par leur producteur initial pour regroupement, tri, transit et préparation en vue de leur valorisation ; Balles plastiques/cartons</p> <p>Capacité maximale : 2 000 m³</p>	E

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et/ou capacité autorisée	Classement*
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Déchets en mélange, déchets verts, plâtre, biodéchets pré-triés apportés directement ou non par leur producteur initial pour regroupement, tri, transit et préparation en vue de leur valorisation ; Refus de tri ; Pré-CSR et CSR fabriqués. Capacité maximale : 2 200 m³	E
2710-1.b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	Déchets d'amiante lié en transit/regroupement apportés par les producteurs initiaux dans un box dédié de 40 m ² . La quantité maximale de déchets est inférieure à : 7 t.	DC
2713-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m².	Bennes et box intérieurs et extérieurs de stockage de métaux et déchets de métaux non dangereux. La surface n'excède pas : 300 m².	D
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m² mais inférieure ou égale à 10 000 m²	Transit, regroupement, tri de gravats et déchets non dangereux inertes ; matériaux minéraux issus de la ligne de préparation pour valorisation. La superficie de l'aire de transit n'excède pas : 400 m².	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710. Le volume susceptible d'être présent étant supérieur ou égal à 250 m ³	Transit, regroupement, tri de déchets non dangereux de verre (verre feuilleté, verre blanc). Le volume maximal des déchets n'excède pas 45 m³.	NC

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et/ou capacité autorisée	Classement*
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : [...] - Prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération	Flux de déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération et passant par une étape de traitement par broyeur et/ou granulateur : 68 t/j.	NC

*A = autorisation, E = enregistrement, D = déclaration, DC = déclaration avec contrôle périodique, NC = non classé.

Le thème de visite retenu est le suivant : risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais ⁽¹⁾
1	Incident de fonctionnement ou accident	Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 1.7.1	Mesures d'urgence, Mise en demeure, dépôt de dossier	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de réception de la lettre de suite préfectorale ou de la lettre de transmission du présent rapport à l'exploitant

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'agissant des deux incendies respectivement survenus le 01/08/2024 et le 24/08/2024, l'inspection des installations classées :

- a constaté que la société PATRICK TUBERT avait informé l'inspection des installations classées par courriel le 24/07/2024 à 12h53 de l'incident, un incendie, survenu dans son centre de tri de déchets d'Elne à 10h25 et maîtrisé à 11h30 ;
- a constaté que la société PATRICK TUBERT avait confiné les eaux utilisées pour éteindre l'incendie du 01/08/2024 et celui du 24/08/2024 dans ses bassins de rétentions n° 2 et 3 ;
- n'a pas relevé de traces de ces incendies à l'extérieur du périmètre autorisé du centre de tri de déchets ;

Comme cela n'est pas automatiquement prévu par la réglementation, l'inspection des installations classées a demandé à la société PATRICK TUBERT de lui adresser, sous 15 jours, un rapport circonstancié de cet incident.

Pour ce qui concerne l'extension de l'activité de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, sans l'avoir portée préalablement à la connaissance de Monsieur le Préfet, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le préfet de prendre un arrêté de mesures d'urgence afin d'imposer à la société PATRICK TUBERT :

- de suspendre, sous 48 heures, l'activité de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux exercée sous le nouvel abri ;
- d'évacuer, sous 15 jours, les déchets actuellement entreposés sous celui-ci dans un établissement autorisé à les traiter.

Enfin, il est rappelé à la société PATRICK TUBERT que le fait de procéder à une modification notable d'une installation classée autorisée, de son mode d'utilisation ou de son voisinage sans notification préalable constitue une infraction passible d'une contravention de 5^e classe (NATINF n° 4802).

À ce stade de la procédure, l'inspection des installations classées n'a pas relevé cette infraction. Toutefois, dans le cas où la société PATRICK TUBERT ne respecterait pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence, proposé à la signature de Monsieur le Préfet, l'inspection des installations classées la relèvera par procès-verbal qu'elle transmettra à Monsieur le Procureur de la République.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident de fonctionnement ou accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 2.5.1

Thème(s) : Autre, Déclaration et rapport d'incident ou d'accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement. Ces déclarations sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats : Le 24/07/2024 à 12h53, par courrier électronique, la société PATRICK TUBERT a informé l'inspection des installations classées d'un incendie, survenu dans son centre de tri de déchets d'Elné le même jour à 10h25 et maîtrisé à 11h30. L'inspection des installations classées constate donc que la société PATRICK TUBERT a satisfait à son obligation de lui déclarer dans les meilleurs délais un accident ou incident survenu du fait du fonctionnement de son installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

D'après les déclarations de la société PATRICK TUBERT, l'incendie a démarré dans une benne de déchets « tout venant » de 30 m³, entreposée, durant le week-end, sur le centre de tri à proximité de l'aire de déconditionnement des biodéchets. Il était prévu que cette benne soit vidée à la reprise de l'activité le lundi suivant (26/08/2024). Le feu a également pris dans une seconde benne 30 m³, contenant aussi des déchets « tout venant », entreposée à côté de la première. Au final ce sont deux bennes de déchets « tout venant », de 30 m³ chacune, qui ont pris feu. Les photographies des deux bennes, ci-dessous, ont été fournies par l'exploitant. Le jour du contrôle, elle n'était déjà plus présente sur le site.



Photographie prise par la société PATRICK TUBERT



Photographie prise par la société PATRICK TUBERT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 2.5.1

Comme déjà indiqué ci-avant l'incendie s'est déclaré à 10h25 et a été maîtrisé à 11h30. Les eaux utilisées pour lutter contre l'incendie ont été confinées dans les bassins de rétention n° 2 et 3 sur le site.



Bassin de rétention n° 2



Bassin de rétention n° 3

Au moment du contrôle du 27/08/2024, ces eaux avaient fait l'objet d'un prélèvement et étaient en cours d'analyses pour déterminer leur destination. En fonction, de ces résultats d'analyse, la société PATRICK TUBERT prévoit de les valoriser dans sa plateforme de compostage également située à Elne ou de les éliminer dans un établissement autorisé à les traiter. Enfin, la société PATRICK TUBERT a indiqué que l'ensemble de ses moyens de lutte contre l'incendie était à nouveau pleinement opérationnel et que l'activité avait reprise normalement le lundi 26/08/2024.

L'inspection des installations classées n'a pas relevé d'impact visible à l'extérieur du site, comme des traces de brûlage de la végétation avoisinante ou d'écoulement d'eau utilisée pour lutter contre l'incendie.

Demande : Dans un délai n'excédant pas 15 jours à compter de la réception du présent rapport, la société PATRICK TUBERT adresse le rapport d'incident circonstancié mentionné dans les prescriptions de l'article 2.5.1 susmentionné, à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 1.7.1

Thème(s) : Autre, Porter à connaissance

Prescription contrôlée :

En application des dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet est portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Constats : Lors du contrôle du 27/08/2024, l'inspection des installations classées a constaté que la société PATRICK TUBERT avait étendu son activité de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux sous un nouvel abri en forme de tunnel qu'elle a construit sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne. Cette parcelle cadastrale n'est pas incluse dans le

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 1.71

périmètre de l'autorisation environnementale réglementant le centre de tri de déchets de la société PATRICK TUBERT à Elne. Par ailleurs, cette parcelle cadastrale n'est pas compatible avec l'exercice d'une activité ou l'installation d'une installation classée pour la protection de l'environnement au regard de l'urbanisme. En effet, selon les documents d'urbanisme de la commune d'Elne en vigueur, la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, est classée en zone agricole.



Photographie prise par l'inspection des installations classées du nouvel abri en forme de tunnel construit sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne, lors du contrôle du 27/08/2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2024, article 1.7.1

Les caractéristiques techniques du nouvel abri, ainsi que les moyens mis en œuvre afin de protéger les déchets abrités sous celui-ci d'un incendie n'ont pas été communiqués à Monsieur le Préfet avant sa construction. Par conséquent, l'inspection des installations classées n'a aucune garantie, d'une part, que cette nouvelle structure satisfait aux obligations réglementaires et d'autre part, que le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie ou de prévention d'un incendie est en adéquation avec ce risque au regard de la taille et du positionnement de l'abri.

En novembre 2022, la société PATRICK TUBERT a déposé une demande d'autorisation environnement qui incluait la régularisation et l'extension d'une partie de ses activités sur deux autres parcelles cadastrales présentant la même incompatibilité avec les installations classées pour la protection de l'environnement au regard des documents d'urbanisme de la commune d'Elne. Par arrêté préfectoral du 13/08/2024¹ Monsieur le Préfet a ajourné sa décision concernant ce point particulier de la demande d'autorisation environnementale présentée par la société PATRICK TUBERT, dans l'attente de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme de la commune d'Elne.

Par ailleurs, bien, qu'ils aient été rapidement maîtrisés et qu'ils n'aient pas généré d'impact à l'extérieur des limites de l'établissement, deux incendies ont eu lieu cet été dans le centre de tri de déchets de la société PATRICK TUBERT.

Compte tenu, entre autres :

- de ces deux derniers points, et en particulier du fait que la société PATRICK TUBERT savait qu'elle ne pouvait pas exercer une activité classée pour la protection de l'environnement sur une parcelle cadastrale incompatible avec ce type d'activité au regard des documents d'urbanisme de la commune d'Elne ;
- du risque d'incendie accrue dans le département des Pyrénées-Orientales en période estivale et en raison de la sécheresse qui touche ce département depuis plusieurs mois ;
- du fait que l'inspection des installations classées n'a aucune garantie que le nouvel abri en forme de tunnel réponde aux obligations réglementaires et que les moyens mis en place pour lutter contre un incendie de cet abri soient en adéquation avec ce risque ;

l'inspection des installations classées considère qu'il est urgent :

- **sous 48 heures**, de suspendre l'exercice de l'activité de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux exercée par la société PATRICK TUBERT sous le nouvel abri en forme de tunnel qu'elle a construit sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne ;
- **sous 15 jours**, d'imposer à la société PATRICK TUBERT, d'évacuer les déchets actuellement entreposés sous le nouvel abri vers des installations autorisées à les prendre en charge.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence rédigé en ce sens, joint au présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 15 jours

¹ Arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2024 226-0002 du 13 août 2024 autorisant la société PATRICK TUBERT à poursuivre l'exploitation d'un centre de tri de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'Elne, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons ».

Perpignan, le XX mois 2024

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2024XXX-XXXX

imposant à la société PATRICK TUBERT des mesures d'urgence pour la poursuite de l'exploitation d'un centre de tri de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'Elne, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons » (AIOT n° 0006604788)

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du mérite,

- VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20, L. 514-8, D. 181-15-2, R. 512-69 et R. 512-70 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et suivants ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret présidentiel du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2024120-0001 du 29 avril 2024 portant délégation signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2024 226-0002 du 13 août 2024 autorisant la société PATRICK TUBERT à poursuivre l'exploitation d'un centre de tri de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'Elne, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons » ;
- VU** le rapport n° 2024-122-PR/EX daté du 3 septembre 2024 établi par l'inspection des installations classées à l'issue de son contrôle du 27 août 2024 suite à l'incendie survenu le 24 août 2024 dans le centre de tri de déchets non dangereux que la société PATRICK TUBERT exploite chemin de Charlemagne à Elne ;

- Considérant** que lors de son contrôle du 24/08/2024, l'inspection des installations classées a constaté que la société PATRICK TUBERT étendu l'exercice de son activité de transit, tri, regroupement de déchets non dangereux sous un abri en forme de tunnel qu'elle a construit sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elné ;
- Considérant** qu'en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, cette extension d'activité et la construction de l'abri associé constituent, a minima, une modification notable qui aurait dû être portée à la connaissance de Monsieur le Préfet avant sa réalisation ;
- Considérant** en outre, que la destination actuelle de la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elné est incompatible avec l'exercice d'activités ou l'implantation d'installations, classées pour la protection de l'environnement au regard des documents d'urbanisme de cette commune ;
- Considérant** que la société PATRICK TUBERT n'a pas porté son projet d'extension à la connaissance de Monsieur le Préfet avant sa réalisation ;
- Considérant** par conséquent, que l'inspection des installations classées ne dispose pas des informations lui permettant de pouvoir garantir à Monsieur le Préfet :
- d'une part, que l'abri a été construit dans le respect des normes en vigueur et en conformité avec la réglementation applicable ;
 - d'autre part, que les moyens mis en œuvre pour lutter contre un éventuel incendie qui surviendrait sous cet abri ont été correctement dimensionnés ;
- Considérant** que le département des Pyrénées-Orientales, fortement venté et connaissant un épisode de sécheresse depuis plusieurs mois, est particulièrement sensible au risque d'incendie en période estivale ;
- Considérant** le risque important d'incendie dans les établissements qui gèrent ou stockent des déchets et, en particulier, les deux incendies, bien que rapidement maîtrisés, survenus en moins d'un mois, dans le centre de tri de déchets de la société PATRICK TUBERT à Elné, respectivement les 1^{er} et 24 août 2024 ;
- Considérant** dans cette situation, que toutes les conditions semblent réunies pour favoriser la survenue de nouveaux incendies dans le centre de tri de déchets que la société PATRICK TUBERT exploite à Elné ;
- Considérant** dès lors que les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement sont menacés par l'extension d'activité réalisée irrégulièrement par la société PATRICK TUBERT sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elné ;
- Considérant** qu'une régularisation de cette extension d'activité n'est pas envisageable dans des délais raisonnables pour pouvoir assurer la sécurité des intérêts susmentionnés ;
- Considérant** que devant l'urgence de faire cesser cette situation :
- le délai de réunion des membres du comité départemental des risques sanitaires et technologiques pour recueillir leur avis est incompatible ;
 - en application des dispositions de l'article L. 121-1 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision est dispensée de faire l'objet de la procédure contradictoire préalable ;

Considérant dès lors, qu'il convient :

- de suspendre la poursuite de l'activité de transit, tri, regroupement de déchets non dangereux exercée sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne ;
- d'ordonner l'évacuation des déchets non dangereux actuellement entreposés sur cette parcelle cadastrale, vers un ou des établissements autorisés à les gérer ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

ARTICLE LIMINAIRE

Les délais mentionnés ci-après courent à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 1^{er} - CHAMP D'APPLICATION

La société PATRICK TUBERT (n° SIREN : 392 005 070), dont le siège social est situé 52 route de Bages à Elne (66200), si après dénommée « l'exploitant », est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté préfectoral pour l'exploitation du centre de tri de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Elne, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons ».

ARTICLE 2 - SUSPENSION D'ACTIVITÉ

Dans un délai n'excédant pas 48 heures, l'exploitant met à l'arrêt l'activité de transit, tri, regroupement de déchets non dangereux qu'il exerce sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne.

ARTICLE 3 - MISE EN SÉCURITÉ

Dans un délai n'excédant pas 15 jours, l'exploitant évacue vers une ou plusieurs installations régulièrement autorisées à les gérer, l'ensemble des déchets entreposé sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne.

ARTICLE 4 - JUSTIFICATION DE LA MISE EN SÉCURITÉ

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments permettant d'assurer la traçabilité des déchets évacués (nature, quantité, transporteur, destinataire, type de traitement, etc.)

ARTICLE 5 - SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales pourra faire application des mesures et sanctions administratives prévues par les dispositions des articles L. 171-8 et suivants du Code de l'environnement.

ARTICLE 6 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2)

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi via l'application «Télérecours citoyen » accessible à cette adresse www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 - EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune d'Elna, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- au maire de la commune d'Elna ;
- à la société PATRICK TUBERT ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,

Thierry BONNIER
Bruno BERTHET